

## Séance ordinaire du mardi 29 mars 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Protection de la population et tranquillité publique

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

#### Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Emilie CABELLO, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER

## Lutte contre les incivilités en Ville - Nouvelles modalités opérationnelles d'intervention à l'encontre des dépôts sauvages - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La propreté est la responsabilité de chacune et de chacun. Les incivilités renvoient l'image d'un espace public dégradé, non entretenu et non régulé par les pouvoirs publics. Par ailleurs elles entretiennent un sentiment d'insécurité.

Ces comportements inciviques, qui portent atteinte aux règles essentielles du vivre ensemble sont variés :

- La malpropreté et souillures sur l'espace public ;
- Le dépôt sauvage ;
- Le débordement de végétations sur le domaine public ;
- Le stationnement gênant voir dangereux ;
- Le stationnement abusif et les vélos épaves ;
- L'occupation illicite du domaine public par des activités commerciales non autorisées ou abusives ;
- L'affichage sauvage ;
- Les animaux errants, les chiens non tenus en laisse ;

Pour lutter contre ces incivilités persistantes, contre la délinquance environnementale, la Ville de Montpellier entend, dans le cadre des pouvoirs de police qui sont conférés au Maire, intervenir fermement en prenant en compte la gravité des faits et leur éventuelle réitération.

Pour ce faire, elle dispose des leviers suivants :

- Rappel à la réglementation ;
- Rappel à l'ordre en Mairie en présence du Maire et/ou de l'Adjoint à la Sécurité ;
- Amende forfaitaire (135 €) pour les dépôts sauvages ;
- Amende forfaitaire (1 500 €) pour décharge illégale avec impact sur la santé et l'environnement ;
- Contravention de 2<sup>ème</sup> classe (150 €) pour les infractions aux arrêtés de police générale ;
- Contravention de 4<sup>ème</sup> classe (750 €) pour les déchets sauvages ;
- Contravention de 5<sup>ème</sup> classe (1 500 € personne physique ; 7 500 € personne morale) pour dépôt sauvage à l'aide d'un véhicule ;
- Amende administrative, d'un montant maximum de 15 000 €, en cas de dépôts sauvages, prononcée par le Maire, en vertu de l'article L 541-3 du code de l'environnement.

En outre, les incivilités de malpropreté/dépôt caractérisées par une certaine gravité, et qui font l'objet d'un rapport de constatation peuvent donner lieu à une refacturation de l'enlèvement de la part de la Métropole de Montpellier au titre de la remise en état du domaine public, en complément de l'amende pénale de 4<sup>ème</sup> classe.

L'ensemble de ces procédures offre donc au Maire un arsenal juridique complet permettant de lutter contre la malpropreté et les dépôts sauvages. Celles-ci ne sont possibles que si un agent assermenté prend en flagrance l'auteur des faits. C'est d'autant plus le cas concernant les gros dépôts sauvages réalisés dans des lieux isolés et en périphérie de la Ville.

Afin de lutter avec plus d'efficacité contre ces points noirs, et en complément des patrouilles quotidiennes, la Ville de Montpellier propose d'engager deux modes d'intervention innovants à l'encontre des dépôts sauvages réalisés à partir d'un véhicule :

### **1. Le développement de la vidéo-verbalisation :**

L'article R635-8 du code pénal dispose qu'est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5<sup>ème</sup> classe, le fait de déposer, d'abandonner, de jeter ou de déverser, en lieu public, à l'exception des emplacements désignés à cet effet par l'autorité administrative compétente, des ordures, déchets, déjections, matériaux, liquides insalubres ou tout autre objet de quelque nature qu'il soit, lorsque ceux-ci ont été transportés avec l'aide d'un véhicule.

Pour assurer la prévention et la constatation de ces infractions, des moyens de vidéoprotection peuvent être mis en œuvre par les autorités publiques compétentes, avec la transmission et l'enregistrement d'images prises sur la voie publique, en application de l'article L251-2 du code de la sécurité intérieure.

La responsabilité du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule pourra ainsi être engagée en vertu de l'article 121-1 du code de la route.

La délibération n°V2022-022 adoptée au Conseil municipal du 1<sup>er</sup> février 2022 a d'ores et déjà identifiée cinq caméras de vidéoprotection urbaine pouvant également être dédiées à la vidéo-verbalisation des automobilistes auteurs des dépôts sauvages. Cette vidéo-verbalisation est le fruit de l'association des deux technologies que sont la vidéoprotection des espaces publics et le procès-verbal électronique rendant possible aujourd'hui la dématérialisation de la procédure de verbalisation.

Pour rappel les sites concernés sont les suivants :

- Avenue Albert Einstein (Caserne Marx Dormoy) ;
- Point propreté Montpellier – Prés d'Arènes ;
- Point propreté Montpellier – Les Cévennes ;
- Début de l'avenue de Monsieur Teste ;
- Rue des Marels.

**2. La mise en œuvre de pièges photos :**

A l'instar d'autres communes, et en complément de la vidéo-verbalisation en cours de déploiement, la Ville de Montpellier souhaite généraliser l'utilisation de nouveaux moyens techniques tels que les « pièges photos » pour lutter contre les dépôts sauvages réalisés à partir d'un véhicule. Les appareils peuvent être mobiles sur l'ensemble du territoire communal et seront installés à partir de l'environnement urbain.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les nouvelles modalités opérationnelles, que sont la vidéo-verbalisation et la mise en place de pièges photos, afin de lutter contre les dépôts sauvages réalisés à partir d'un véhicule ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 4 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 7 avril 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 7 avril 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20220329-184729-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 07/04/22  
Réception en Préfecture : 07/04/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.